

"L'imprévisible est une composante des phénomènes humains"

Pour une réflexion sur la Cohabitation, le renforcement de la Culture Paix et le travail en zone de crise

(comment identifier et généraliser les roses sur le tas de fumier ?)

Aloys TEGERA, Christiane KAYSER, Susan BIEBERBACH, Idrissa SADIO, Oumar CISSE,
Laye DIALLO, Ousseynou SANE, Souadou COLY, David DIATTA, Ousmane BODIAN,
Lamine SONKO

Juillet 2001

I. Introduction

Au cours des dix dernières années, de graves conflits internes ou internationaux ont affecté plusieurs pays africains (Somalie, RDC, Rwanda, Burundi, Sierra Leone, Liberia, Guinée Bissau, Sénégal, Congo, Ethiopie, Erythrée, Angola, etc..) où vivent environ plus d'une centaine de millions d'Africains, soit 20 % des habitants du continent. Certains de ces pays, notamment le Soudan, la Somalie, le Burundi, l'Angola et la République démocratique du Congo, sont aux prises avec des conflits depuis des années. Dans d'autres pays, comme la Sierra Leone, la Guinée-Bissau, le Liberia, l'irruption de la violence peut être caractérisée de récente. Dans les pays comme la Gambie, la Guinée et le Sénégal la situation est en constante évolution et les risques d'embrasement sont réels. Des millions de personnes ont été tuées ou blessées. Des millions d'Africains sont actuellement réfugiés, déplacés et privés de moyens de subsistance.

Les conflits créent d'énormes obstacles au développement rural. Dans les zones de combat, les terres ne peuvent plus être exploitées à des fins productives à cause du fait qu'une partie conséquente des terres arables est truffée de mines ou du déplacement des agriculteurs, ce qui contribue à l'insécurité alimentaire au niveau du pays et des ménages. Même dans les endroits qui ne sont pas directement affectés par les combats, les conflits réduisent à néant les incitations à investir dans les activités agricoles et dans d'autres activités économiques.

Les conflits absorbent également des ressources publiques consacrées à l'armement et au cantonnement des troupes régulières dans les régions de crise alors que ces ressources auraient pu être consacrées aux services de santé et d'éducation de base, à l'infrastructure ou aux services agricoles et ruraux.

La pauvreté, le chômage, le manque d'instruction, l'oisiveté, la faim, l'érosion des valeurs et l'affaiblissement des institutions et de la démocratie sont des facteurs associés aux conflits. Ces derniers risquent de s'aggraver en Afrique à moins de progrès sensibles en ce qui concerne la croissance aux fruits largement partagés, la lutte contre la pauvreté, la réduction de l'insécurité alimentaire, le renforcement de la citoyenneté et la création d'institutions plus représentatives.

Les projets d'appui en coopération nationale et/ou multinationale, voire même les projets et programmes de développement publics, ont la tendance de considérer les conflits et crises comme des risques "létaux", c'est à dire des événements qui auront pour conséquence directe l'arrêt immédiat des activités et la fermeture des projets. La sécurité des *appuyeurs* prend le dessus sur celle des populations appuyées. Ces dernières doivent ensuite faire face à une réduction totale de leurs opportunités dans un contexte où elles ont le plus besoin d'appuis.

Heureusement, il faut constater que les populations vivant en zones de crises continuent de développer des stratégies pour améliorer et sécuriser leurs existences. Les objectifs et les stratégies des populations offrent une base pour le renforcement du développement des populations, ce qui pourrait être paraphrasé comme suit : *tant qu'il y a des hommes et des initiatives, il y a des raisons pour les appuyer.*

Cette note est une contribution à la réflexion sur les crises et les stratégies d'auto promotion d'une part et sur les approches de travail en zone de crise d'autre part. Elle atteste d'une volonté commune d'acteurs vivant dans certaines zones comme la Casamance (Sénégal) et

le Kivu (République Démocratique du Congo) de réfléchir ensemble pour améliorer la connaissance des crises, partager les attitudes, pratiques et valeurs qui favorisent un accompagnement des initiatives des populations pour une réalisation de leurs objectifs d'existence et de sécurité : *rechercher une rose sur un tas de fumier*.

Cette proposition est en construction permanente car elle s'enrichit de la contribution des partenaires associés. Elle comprend actuellement trois parties. La première est une tentative de présentation du substrat social et de certaines des valeurs du système. Dans la seconde partie on procèdera à une présentation sommaire du contexte politique et institutionnel en vigueur dans la région en crise. Chacune de ces présentations sera terminée par un résumé succinct des enjeux qui découlent de la perception que nous en tirons. Dans la troisième et dernière partie nous présenterons diverses questions dont l'approfondissement pourrait être retenu dans le cadre d'une recherche collaborative ultérieure.

II. La communauté, les populations et leurs valeurs

En Casamance, l'organisation sociale de base repose sur les villages où les communautés de base ont développé des mécanismes d'organisation traditionnelle à la fois de leurs systèmes de production et de leurs relations communautaires. A la base du village et de la communauté, on remarque une organisation socio-politique caractérisée par une interpénétration des pouvoirs politiques et spirituels. Il existe aussi une répartition du pouvoir politique (chefferie locale, conseil de notables, chef de lignage, chefs de *Fank*¹) et spirituel (responsable du culte, etc.) qui constitue la base du POUVOIR DECISIONNEL dans les villages.

Les systèmes de production sont divers mais on distinguera les systèmes traditionnels dits Diola traditionnel et ceux dits Diola mandinguisé. Les premiers sont caractérisés, entre autres, par une division sexuelle des tâches dans les différents domaines d'activités des familles (hommes et femmes travaillent sur les mêmes parcelles mais font des activités différentes, hommes et femmes ont des responsabilités complémentaires dans la valorisation des activités non agricoles, etc.). Les ménages (*butong* constitués de parents directs et enfants) constituent les centres de décision et d'allocation des ressources pour les activités rurales. Les objectifs (installation des jeunes, éducation, production, etc.) sont définis et pris en charge dans le cadre du *butong*.

Le système Diola mandinguisé est caractérisé par une division sexuelle des types d'activités dans la famille au niveau de la concession (hommes et femmes travaillent sur des parcelles et spéculations différentes, etc.). La famille élargie (parents, fratrie du lignage paternel organisé en plusieurs ménages dans un même lieu de résidence ou organisant ensemble certaines décisions), est le lieu de décision et d'allocation des ressources aux activités rurales. Les systèmes de production mandinguisés sont dominants dans la zone Est de la région.

Entre les deux types de systèmes on rencontre une diversité de situations, surtout dans la région du Centre et au Nord de la région. Mais dans les différents systèmes, tous les acteurs participent à l'exécution des tâches, le travail étant élevé au stade de valeur fondamentale de la société.

Les chefs de *Fank* (exploitation/famille) interviennent aussi dans la gestion des questions communautaires sous la direction de mécanismes villageois tels les chefs de village,

¹ Exploitation familiale
Culture de paix et travail en zone de crises
©Pole Institute

conseils de notables, chefs de lignage, etc. qui assurent la gestion de problématiques communautaires comme la gestion des ressources naturelles dans les villages. Il faut signaler l'importance de la place des femmes dans les différentes arènes communautaires et familiales, et en particulier dans les activités religieuses et culturelles.

Suite aux changements climatiques et transformations institutionnelles que la région a connu, les populations ont développé, entre autres, une stratégie de remontée des systèmes de production sur les terres exondées ; ce qui a contribué à l'accélération de la dégradation des bandes forestières, l'ensablement et la perte progressive des rizières de bas-fonds, et l'accroissement des risques de conflits autour de la problématique de l'accès aux ressources.

Plusieurs formes d'organisation ont vu le jour dans la région. Il y a d'abord les associations villageoises traditionnelles qui sont plus portées vers des actions de solidarité, d'entraide et quelques fois de prestations de service. Elles existent dans presque tous les villages et regroupent des hommes et des femmes par classe d'âge et/ou par sexe. Elles peuvent exister à l'échelle du village ou à l'échelle du quartier ou simplement au niveau de la famille. Dans le village, il y a aussi les associations villageoises moderne de développement économique culturel ou religieux comme les congrès villageois et les dahiras² qui regroupent en général les habitants résidents et ressortissants du village pour réfléchir sur les stratégies et actions de développement de l'entité villageoise. La dynamique des congrès existe depuis les années 50, cette stratégie a sûrement quelque chose à voir avec l'importance de la scolarisation de la région notamment dans sa partie rurale.

Le schéma de la page suivante est une tentative de représentation des différents niveaux de décisions (arènes) qui peuvent être visibles ou invisibles ainsi que les axes de synergies qui existent entre le « *monde visible* » et le « *monde invisible* » dans le village.

Par exemple dans la zone des Diola du Bandiale³ (Mof Ewi), le Roi est le principal gestionnaire des cultes supra villageois. C'est ainsi qu'il doit réaliser d'abord ses opérations de semis (**ébougne**) ou de repiquage (**firélo**) avant le démarrage de ces tâches agricoles au cours de la campagne hivernale. Chaque village dispose d'un sanctuaire (**Batchin**) responsable de la protection du village et des activités des populations.

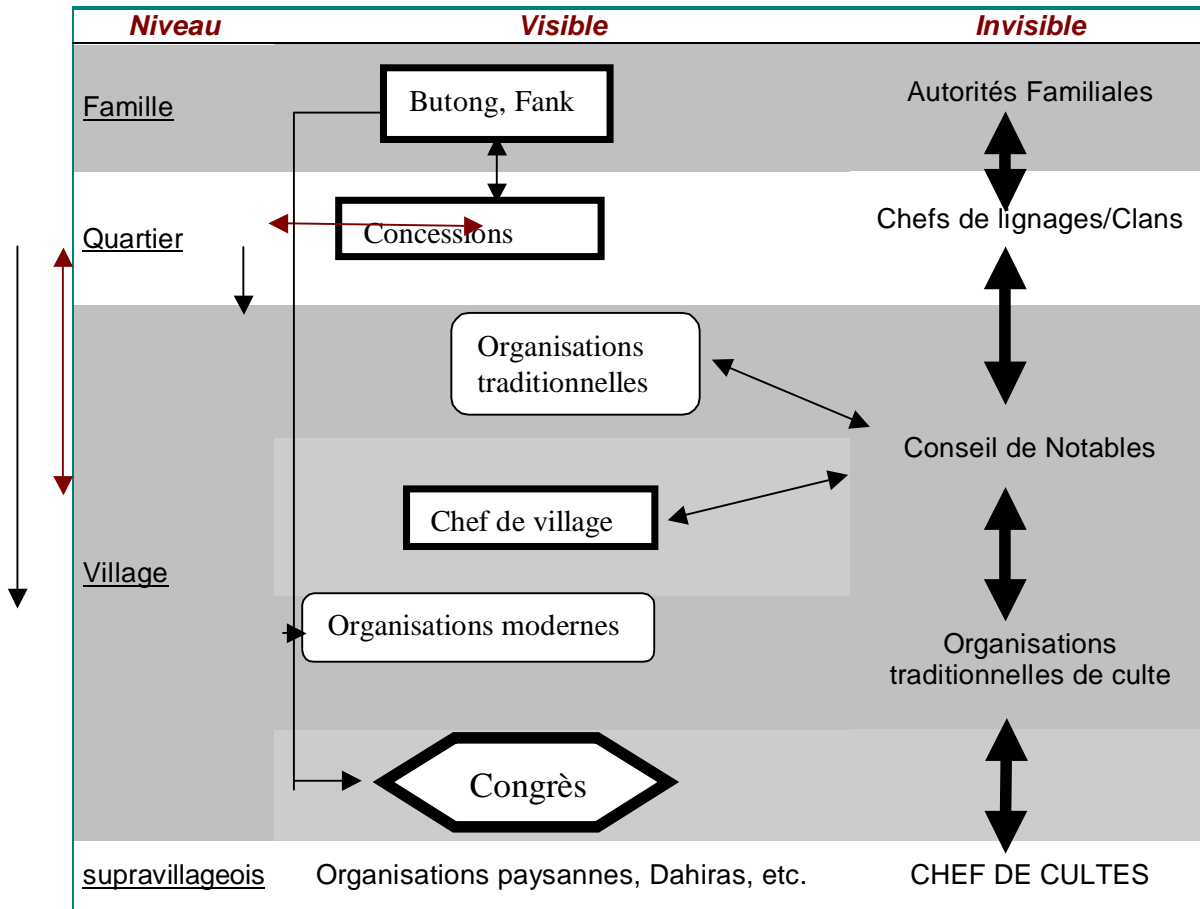
Il en est de même dans la zone au nord du fleuve Casamance où un Collège des anciens (**Kellumak**) est composé des chefs de fank qui choisissent en leur sein chef des terres et du bois sacré (**Affankareng**). C'est lui qui fixe les dates de labours, de semis et les autorisations pour défricher les terres cultivables.

Il revient au Conseil des Anciens de conduire les séance d'initiation qui autorisent au jeune Diola, le droit de se marier , de devenir propriétaire foncier et de prendre la parole en public.

² association de nature religieuse regroupant les ressortissants de villages

³ David DIATTA 2001. Recherche sur les cultes dans le « Mof Ewi : introduction et liens entre les cultes et les activités agricoles note de travail PAARZ, Juin 2001

Table 1. essai de schématisation des structures et mécanismes organisationnels



Il est important de signaler que le schéma traduit bien l'une des caractéristiques essentielle des communautés locales en Casamance qui est l'absence de structures hiérarchiques au niveau supra-villageois, à l'exception des chefs de culte.

Nous sommes en présence d'un système social dont la complexité exige de la part des acteurs d'appuis (ONG, Services administratifs, Projets, etc.) la prise en compte de la structuration à la fois traditionnelle et moderne de la communauté et arènes de décision et la considération de ses valeurs. La force des associations réside dans leur similarité/proximité (*identité*) par rapport à la base ainsi que leurs capacités à mobiliser des ressources internes.

Tout objectif de développement et toute nouvelle transformation institutionnelle et politique (Décentralisation, Privatisation, etc.) qui n'est pas appropriée par les systèmes communautaires en place sera voué à l'échec.

Les vicissitudes de la colonisation⁴ ont failli renvoyer certaines parties de la Casamance (secteur de Cabrousse) de l'autre côté de la frontière. Les frontières existent pour les pays et non pour les populations, puisque celles-ci ne reconnaissent pas ces limites. De part et

⁴ Le Soleil N° 92/88 16 mai 2001
Culture de paix et travail en zone de crises
©Pole Institute

d'autre de la région de Casamance, il existe un continuum culturel qui fait que les espaces communs vont au delà des limites administratives.

Pour les Diolas, Mandingues, Peuls, Balantes qui occupent les deux côtés de la frontière sénégal-guinéenne ou sénégal-gambienne, ils partagent les mêmes activités cohabitent dans une parfaite harmonie et on trouve les mêmes grands fétiches de part et d'autre des frontières. Pour la zone du sud-ouest du Sénégal, la pratique de la danse est la même, les techniques de lutte sont aussi identiques et le Diola parlé s'étend dans tous les villages diolas de la Guinée-Bissau avec notamment les mêmes accents. La preuve, le roi de Karouwaye en Guinée-Bissau est le chef suprême des Diolas jusqu'à Oussouye au Sénégal. Celui d'Oussouye est son suffragant, en quelque sorte son représentant de l'autre côté. En sus, il n'est pas rare de constater que des villages situés de part et d'autre de la frontière appartiennent au même bassin démo-économique, les femmes de Boudiédiète (Sénégal) se rendent régulièrement en Guinée Bissau pour vendre du vin de palme, du poisson séché, des huîtres séchées et de l'huile de palme. Essoukoudiack (Guinée Bissau), un village non loin de Boudiédiète est très dynamique dans les transactions des produits des différents peuples.

III. Le contexte politique, institutionnel et insurrectionnel

Le démarrage réel du processus de décentralisation peut être situé en 1966, suite à la mise en œuvre de la Code administration communale. Depuis on distinguera trois phases, il s'agit de celles de :

- la ruralisation (Avril 1972-1983), installation des communautés rurales,
- la communalisation (Février 1983-1992), création de communes de plein exercice, et
- la régionalisation (à partir de décembre 1996), mise en place des Conseils Régionaux.
- la provincialisation (à partir de 2001) qui ne fait plus des régions des collectivités locales, cette responsabilité revenant aux nouvelles provinces dotées aussi d'une réalité historique et culturelle

Ces différentes étapes ont permis d'installer les Collectivités locales (Région, Commune, Communauté Rurale) qui sont dotées de pouvoir de gestion du destin du développement économique, éducatif, social, culturel et sanitaire des communautés (loi n°96-07 du 22 mars 1996 et précisée par le décret n° 96-1137 du 27 Décembre 1996). La région de Ziguinchor compte trente collectivités locales (1 Région, 4 Communes et 25 Communautés Rurales).

La réflexion est actuellement lancée par le nouveau Gouvernement, d'approfondir la décentralisation et la première version du projet de réforme territoriale a retenu trente cinq provinces qui correspondent mieux aux terroirs historiques.

La région de Casamance qui sera supprimée sera remplacée par trois provinces qui sont celles de Ziguinchor, du Kassa et du Fogy Blouf en lieu et place des anciens départements de Ziguinchor, Oussouye et Bignona.

En tenant compte de l'analyse faite plus haut sur les structures communautaires en Casamance, il apparaît dès lors qu'une décentralisation réussie exigera d'une part la reconnaissance de l'identité des populations locales et d'autre part une articulation efficiente entre le gouvernement central garant de la solidarité nationale et les pouvoirs locaux moteurs du développement socio-économique dont le caractère local ne concède en rien la nécessité de **l'intégration au projet citoyen et économique national**.

Cette problématique de **la continuité culturelle transfrontalière et du renforcement de l'identité nationale constitue la contradiction essentielle dont la résolution garantira la construction d'une véritable identité nationale respectueuse des voisins et des cultures sous régionales.**

La région de Ziguinchor vit une crise qui a été ouverte au mois de décembre 1982 à la suite d'une marche organisée par des membres et sympathisants du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance. Cette crise a d'abord affecté la zone contiguë à la frontière sud avec la Guinée-Bissau où s'étaient retirés et massés la plupart des manifestants qui se sont plus tard organisés en groupes armés.

De l'Est (Pakour) à l'Ouest (Cabrousse) de la région, on a assisté à une 'occupation du terrain' par des éléments armés le long de la frontière utilisant la Guinée-Bissau, dans les formations forestières de la zone de Santhiaba manjack comme base de repli. Mais l'ensemble de la région ne tardera pas à être touché dès début 1990 quand une partie des rebelles a traversé la région à partir du sud pour implanter des camps au nord de la région, dans le département de Bignona. Cette fois-ci, la Gambie semble constituer la base de repli.

Ainsi, les années 90 marquent une tentative d'extension du conflit à l'ensemble de la région naturelle de la Casamance, mais aussi sa régionalisation. Ce changement d'échelle est caractérisé entre autres par la modernisation des armements et l'introduction et l'usage d'armes à destruction massive comme les mines d'une part et l'élargissement des attaques contre les populations civiles (les victimes se trouvaient en zone habitée pour 70% d'entre elles).

C'est aussi en ces périodes que les autres effets pervers de la crise sont signalés (trafic des armes, trafic de la drogue, emprise sur le commerce de la noix d'anacarde, etc.) et , avec les conflits armés qui sévissent dans la sous-région notamment au Libéria, en Sierra-Léone, et aujourd'hui en Guinée, les conditions semblent réunies pour une prolifération des armes dans la sous-région.

Le coût social grandissant de la crise (faiblesse de l'accès aux services sociaux comme l'éducation, la santé, les infrastructures de transport, le frais d'entretien des troupes, etc.) ont conduit à la reconnaissance d'une solution civile à la crise et à l'arrêt de l'option des militaires. C'est ainsi qu'à l'orée des années 80, l'arène politique connu les premières tentatives de pacification par la promulgation d'une loi d'amnistie au bénéfice des militants du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance.

période	événement
1947-1948	création du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance
1980-1981	tenue de réunions secrètes dans les bois sacrés et de conférences dans les villages
26 décembre 1982	marche pacifique sur la Gouvernance de Ziguinchor
décembre 1983	procès des détenus, déclenchement lutte armée
27 mai 1991	arrêt des poursuites policières et libération des détenus casamançais, cette décision sera suivie par le vote d'une loi d'amnistie
1990	réaction des cadres casamançais
26 juillet 1991	Nomination d'un chargé de mission , coordinateur des initiatives de paix à la présidence de la république. Cette initiative sera suivie par la création d'un Comité National pour la Gestion de la Paix en

	Casamance
1992	création d'un Comité Clérical pour la gestion de la paix en Casamance
1992	Accord de Cacheu , cessez le feu, principe des médiateurs
1993	Appel du MFDC , arrêt unilatéral des armes et appel à la négociation
1993	marche des Jeunes de Ziguinchor pour la paix
1993	Appel du MFDC, arrêt des armes et appel aux négociations, reconnaissance de la solution politique
janvier 1998	mise en lace du Collectif des cadres casamançais, élaboration de propositions pour le statut spécial
mai 1995	organisation inter-culturelle diola/sérère tente une initiative pour la paix
mars 1996	rassemblement organisé par le RADDHO
1997	forte implication de la société civile locale (marche des femmes, de l'évêque et de l'imam de Ziguinchor, soutien des fédérations des groupements de promotion féminine aux victimes des mines, randonnée pour la paix, prises de position publique,)
janvier 1999	rencontre président Abdou DIOUF et Abbé Diamacoune SENHOR, accord sur le processus de négociation
juin 1999,	Banjul I, Congrès de réunification du MFDC
octobre 1999	marche de la communauté mancagne
novembre 1999	Forum National des Femmes pour la paix en Casamance
Novembre 1999	Banjul II, Négociation
décembre 1999	Ziguinchor, Négociation
février 2000	Banjul III, Négociation,
Avril 2000	Arrêt de toutes les initiatives par le président de la république
Juin 2000	Atelier d'analyse des initiatives et information dans deux communautés rurales de la région de Ziguinchor par une organisation paysanne
Juin 2001	Banjul IV formulation d'une position unifiée en préparation des négociations avec l'Etat sénégalais

Tableau 4 . profil historique de la crise casamançaise

Depuis lors plusieurs tentatives de soutien à la négociation ont été entreprises (médiation depuis 1991 à négociation directe sans aucune partie garante en 2001). Au courant de la même période, l'impact sur les populations locales s'est accru par la déscolarisation des jeunes filles et garçons suite, entre autres, aux déplacements des populations et avec la fermeture de certains établissements pour cause d'insécurité. La région qui était naguère celle qui détenait le taux d'alphabétisation le plus élevé du Sénégal a entamé une descente dans l'enfer de l'analphabétisme.

La crise qui sévit dans la région se traduit par des déplacements de population (dévillageation), l'abandon d'importantes zones de production et la faible capacité d'intervention des services d'appuis au monde rural et elle renforce la fragilité des populations rurales et le développement de la pauvreté structurelle. Par ses conséquences sur les populations la crise a induit des transformations profondes de la société traditionnelle casamançaise en y développement des attitudes telles l'inactivité, la mendicité, la prostitution et la désacralisation de la femme.

Les populations et communautés des régions de Ziguinchor et de Kolda risquent une marginalisation croissante pour ce qui concerne l'accès aux programmes nationaux d'infrastructure et de développement si l'on sait que l'insécurité qui prévaut dans la région justifie la peur que certains sénégalais éprouvent à s'y rendre voire même y travailler.

En fin de compte la crise a renforcé l'isolement de la Casamance, la crise qu'elle traverse n'étant pas perçue par les différents acteurs de la société sénégalaise comme un problème de la nation sénégalaise.

Mais ce qui paraît plus grave à nos yeux, c'est la faible appropriation, par les populations locales autochtones, des mécanismes institutionnels supra-villageois (par exemple les coopératives, les conseils ruraux, etc.), ce qui ne facilite pas une réelle acceptation des structures et institutions nées de la décentralisation. **L'information et l'accompagnement des populations dans l'appropriation sociale et la maîtrise des mécanismes issus de la décentralisation** demeure un enjeu important.

IV. Hypothèse de recherche

L'option politique de base du Gouvernement sénégalais se traduit dans la volonté de privilégier la lutte contre la pauvreté en milieu rural et urbain. L'analyse institutionnelle montre que les politiques nationales sectorielles qui sont en œuvre s'inscrivent aussi, pour l'essentiel, dans le sens du renforcement des capacités des acteurs pour une plus grande responsabilisation des collectivités locales (région, communes, communes d'arrondissement, communautés rurales), et du secteur privé (organisations paysannes, opérateurs économiques privés, etc.) par la mise en œuvre de programmes d'investissement structurants.

L'enjeu reste donc **la capacité à développer une stratégie d'appui et d'accompagnement des populations pour identifier les stratégies locales de lutte contre la pauvreté et améliorer la maîtrise par les populations des décisions et réalisations communautaires**. Toute activité d'accompagnement des populations de ce type revêt une importance majeure dans un contexte de zone de crise du fait entre autres de l'ampleur de la rumeur et de la suspicion, des difficultés de cohabitation, etc.

La crise dure depuis deux décennies et la situation actuelle se caractérise par une volonté commune d'un grand nombre d'acteurs d'aller vers la paix. Ceci est un contexte très favorable au renforcement de la paix et à l'ouverture de négociations pour une paix durable. Jusqu'à présent ce sont surtout les politiciens et militaires qui s'exprimaient sur la question mais très peu de populations civiles et surtout rurales, celles là même qui sont les premières intéressées.

Il existe actuellement des initiatives multiples et diverses pour résoudre la crise. Un fait notable à signaler est l'implication des acteurs de la société civile locale, surtout les organisations féminines et les organisations paysannes, qui ont initié un processus endogène de participation à la recherche de solutions pour le renforcement de la paix. Ces derniers temps ce sujet qui était tabou devient quelque chose que l'on peut aborder en vue de créer les conditions pour le développement économique et social dans la région. Cependant, le chemin vers la paix n'est pas encore clairement défini et la compréhension des obstacles diffère beaucoup (par exemple l'intensification des attaques par le Front Sud alors que la branche politique du MFDC était entrain de recomposer une position unifiée autour de son Secrétaire Général à Banjul, Juin 2001 en est une illustration).

Une problématique essentielle de cette crise est qu'elle est perçue par le reste de la Nation sénégalaise comme un problème casamançais et non un problème sénégalais. En fait les différences culturelles qui fondent le creuset de la "non sénégalité" des peuples de

Casamance sont ceux là qui expliquent le peu d'intérêt que les "sénégalais" vouent à la situation en casamance. La question des questions posée ici est celle de l'identité sénégalaise et des processus de sa construction (valeurs, standards, visions, etc.).

L'hypothèse fondamentale de cette recherche action consiste à dire que **la résolution durable des conflits en Afrique reposera sur une intégration viable des terroirs et peuples autochtones aux économies sous régionales et aux politiques nationales à partir d'une valorisation des identités locales dans un véritable projet citoyen.**

V. Pistes de recherche-action et d'accompagnement

5.1. Problématique

Le développement des conflits se passe par un long processus dont l'éclatement est un moment donné. Le déclic pose la question de la capacité des administrations locales à écouter et à discuter avec les populations. En d'autres termes **est ce que les conflits auraient vu le jour, ou connu une évolution meurtrière si les représentants de l'Etat avaient pu écouter et 'prendre en charge' les griefs des populations ?**

L'évolution meurtrière des conflits par l'existence de 'choses' qui existent dans l'environnement et qui favorisent la modernisation des armes de combat par le développement des armes à destruction. Il est certain qu'une crise qui se développe dans un pays autour duquel il n'est ni possible de disposer de ressources pour acquérir mais aussi d'accéder à un marché des armes ne peut durer. Donc il semble clair qu'une crise doit absolument trouver ces deux conditions pour passer à une échelle 'meurtrière'. **Comment faire pour faciliter la paix dans les zones de conflits en coupant le mal à la racine ? Comment la connaissance de l'environnement peut-elle aider dans la résolution du conflit ?**

Dans les processus de négociation en cours pour assurer la pacification dans les zones de conflit, il n'est pas rare de constater que des parties (Etats riverains, Clergé, Diplomates, ONG, etc.) qui ne sont pas directement impliquées dans le conflit proposent leurs services pour assurer ou faciliter la médiation entre les belligérants et faire en sorte que les différentes parties soient gagnantes (stratégie du win win) dans la pacification. S'il est presque illusoire de croire en la neutralité des acteurs/parties dans un processus social aussi complexe qu'un conflit, il reste d'**aider les parties en conflit pour mieux comprendre leurs propres intérêts ainsi que ceux des acteurs opposés**. Ceci est important pour rendre plus efficient les négociations en cours entre les belligérants.

Les conflits se sont nourris à partir de valeurs et de ressorts identitaires des populations et ethnies impliquées. En corollaire, c'est sur ce paradigme que les forces dominantes fondent l'isolement et la marginalisation des zones de conflits. Les sentiments et les identités locales sont divergents selon l'origine des populations autochtones ou allochtones. **Comment faire pour construire une identité nationale à partir de spécificités locales ?**

Enfin, l'accroissement massif des avoirs en faveur des anciens combattants ou des rebelles a eu des effets pervers tels que le développement de nouveaux clans, de nouveaux chefs de guerre et le renforcement de l'insécurité. **Comment faire pour que les attitudes citoyennes prennent le dessus sur la 'rétribution' de la révolte ou le 'captage' de ressources ?**

Face à de tels défis, le programme de recherche action propose de développer, autour de la promotion de la Cohabitation et du renforcement de la Culture de Paix, trois pôles de recherche :

- le Sénégal (Guinée Bissau, Gambie et Sénégal)
- la Sierra Leone (République de Guinée, Libéria, Sierra Leone, Côte d'Ivoire)
- République Démocratique du Congo (Rwanda, Burundi, RDC, Angola, etc.).

5.2. Axes de recherche

Pour l'heure, il s'agira d'identifier quelques pistes pour travailler au niveau d'un pool de réflexion/action. Dans le contexte local, le concept de culture de la paix correspond mieux à celui de la **cohabitation entre les populations et sociétés**.

Les objectifs partiels de la recherche sont :

1. élaborer les instruments et approches pour identifier et appuyer les approches et initiatives pour le renforcement des opportunités de développement en zones de crise.

5.2.1. Composante 1 : Comprendre et analyser les systèmes économiques, culturels et sociopolitiques dans les espaces concernés

Les tissus socioculturels en Afrique en général et en Casamance en particulier sont forts, mais les effets de la crise poussent vers sa déchirure car les valeurs traditionnelles sont en rupture. Il faut comprendre le système (visible et invisible) et l'analyser pour mieux comprendre où est la déchirure. La connaissance de cette entre les parties permettra de mieux **connaître les enjeux sociaux et politiques et les défis mais aussi des intérêts et conséquences** du conflit.

A partir de cela, il faut développer des outils pour renforcer le tissu social, sauvegarder et développer des valeurs positives. Une cohabitation durable et viable devant se baser sur des valeurs fortes partagées et ancrées dans la citoyenneté sénégalaise.

Sous ce rapport, la recherche de l'identité casamançaise (valeurs et standards partagés par les peuples de Casamance, trajectoires, visions, etc.) partagée par les diverses communautés sera une priorité. C'est à partir des connaissances acquises qu'il sera possible de renforcer les fondements et attitudes pour une cohabitation :

- entre les peuples de Casamance (identité régionale),
- avec les pays frontaliers (continuum ethnique) et,
- une réelle immersion dans la Nation sénégalaise (citoyenneté).

La recherche initiée devra permettre de capitaliser les approches et méthodes pour une meilleure connaissance des intérêts des acteurs et améliorer la connaissance des intérêts de toutes les parties (belligérants, médiateurs, etc.)

Finalité

Renforcer le tissu social, sauvegarder et développer des valeurs positives pour une cohabitation durable et viable ancrée sur des valeurs fortes partagées dans la citoyenneté sénégalaise. Les populations de la zone de crise devenant de véritables acteurs de la vie sociale ayant un réel poids politique, non un poids partisan voire ethnique.

Ce travail contribuera au renforcement de la gouvernance offrant : une meilleure compréhension des équilibre de forces sociales, en améliorant les possibilités de lever les difficultés objectives et subjectives à la crise et en renforçant la neutralité des administrations publiques dans les pays en conflits.

Objectifs

- comprendre le système (visible et invisible),
- analyser et connaître les enjeux et défis mais aussi des intérêts et conséquences du conflit.

Activités

- Analyse des acteurs politiques et sociaux pour une meilleure connaissance des intérêts politiques, et de la maîtrise des cadres de gouvernance locale
- Recherche sur l'identité régionale casamançaise (valeurs et standards des peuples, trajectoires, visions, bases et attitudes pour une cohabitation entre les peuples de Casamance
- Recherche sur le continuum ethnico-culturel (valeurs et standards des peuples des pays voisins, trajectoires, visions, bases et attitudes pour une cohabitation entre les peuples avec les pays frontaliers
- Recherche sur la citoyenneté et une réelle immersion dans la nation sénégalaise
- Suivi

Résultats attendus

5.2.2. Composante 2 : Ecouter et faire entendre les populations locales

La paix ne se construit pas sur la base d'appels moraux, mais plutôt à partir du développement de **compétences de revendication d'intérêts et de négociation non-violentes**. Dans certaines régions comme la Casamance il existe une forte tradition de culture de négociation. Tout cela repose sur des valeurs et un symbolisme connu et accepté des populations locales.

On peut même dire que les villages et collectivités villageoises coexistent pacifiquement du fait de leur tradition de respecter des pactes de coexistence. Dans ce sens le but du travail est de développer un processus participatif d'analyse et de compréhension des intérêts des acteurs. Il est essentiel d'écouter et de **faire entendre les points de vue des populations civiles** des communautés rurales et de favoriser des **échanges entre eux et les décideurs**.

L'équipe devra **puiser dans les expériences de la gestion traditionnelles de conflits** pour développer **des façons de faire**.

Finalité

mobiliser tout le monde ou compétences politiques et sociales pour travailler et faire travailler les populations dans le sens d'une vision partagée (capacité à conduire et à mobiliser sur les politiques)

constituer une force de proposition réelle (vision des acteurs dépositaires d'enjeu, ..)

développer une capacité de pour se mouvoir, se rassembler et de se socialiser

Objectifs

- développement de compétences de revendication d'intérêts et de négociation non-violentes
- identification des expériences de la gestion de conflits traditionnelles

Activités

- écouter et de faire entendre les points de vue des populations civiles des communautés rurales
- favoriser des échanges entre eux et les décideurs
- développer un processus participatif de la définition des intérêts des acteurs
- capitaliser les façons de faire.

5.2.3. Composante 3 : Contribuer à amélioration la cohabitation et au renforcement de la culture de la paix ancrée dans le local

La culture de paix ne peut se développer que sur la base de la confiance, de l'acceptation des différences et de la connaissance des intérêts réciproques des parties concernées. Il faut accepter que par rapport à un problème donné il peut y avoir plusieurs regards, plusieurs façons de voir une même réalité.

Une condition préalable à reconstituer dans toutes les zones de conflit, c'est de développer une information transparente. La rumeur est omniprésente et constitue souvent la base des réactions, des émotions et même de la compréhension du problème. Il faut donc lutter contre la rumeur en **développant une stratégie d'information et d'analyse pour construire et entretenir la confiance.**

Mais la culture de paix ne se développe pas en isolation, il est nécessaire de faire un travail de sensibilisation au niveau de la société civile et des organisations au niveau national d'une part ; et d'autre part, de renforcer les **capacités des communautés de base et des organisations intermédiaires à saisir les opportunités qui se présentent dans les différents domaines et à peser de leur poids dans les décisions prises en leur nom.**

La culture de paix se construit en synergie avec des actions économiques et sociales (réinsertion des combattants, déminages, développement d'ouvertures économiques dans le cadre de la libéralisation, stabilisation des populations avec création d'opportunités économiques en milieu rural et urbain, gestion des ressources naturelles avec une forte participation des communautés locales, etc.)

Enfin, il n'y a pas de réconciliation durable sur la base de l'impunité. Il y a nécessité de reconnaissance de torts de part et d'autre. Il s'agit donc de **développer une stratégie qui aboutit à une relation équilibrée entre justice et pardon, qui clarifie les rôles des différents acteurs pour aboutir à cela.** La signification des actes symboliques est essentielle dans ce contexte.

Finalité

reconstruire les perspectives (bien être social, culturel) et de rassurer les populations sur l'avenir
créer un environnement global qui permet de créer de la richesse et de la partager

Objectifs

- développer la base de la confiance
- croiser les différents regards
- connaître les intérêts réciproques des parties concernées

Activités

- développer une information transparente à partir d'une stratégie d'information et d'analyse
- construire et entretenir la confiance.
- sensibilisation au niveau de la société civile et des organisations au niveau national
- renforcer les capacités des communautés de base et des organisations intermédiaires à peser de leur poids dans les décisions prises en leur nom.
- Appuyer et accompagner les communautés de base et organisations intermédiaires à saisir les opportunités qui se présentent dans les différents domaines
- construire une synergie entre les actions économiques, sociales et la paix
- développer une stratégie équilibrée entre justice/pardon qui clarifie les rôles des différents acteurs

Résultats attendus

5.2.4. Composante 4 : Contribuer à renforcer les échanges d'expérience et la mobilisation de ressources humaines

Depuis les années 80 plusieurs pays en Afrique ont vécu des conflits de nature différents mais dont les conséquences sont les mêmes. Il importe de construire dans les différentes situations des stratégies et de renforcer les capacités de résolution de ces conflits. Les ressources humaines africaines et internationales pourront par des visites d'échanges et les ateliers de capitalisation et d'échanges thématiques accroître les capacités pour une meilleure compréhension des conflits et une résolution viable et durable des crises en Afrique.

Finalité

construire dans les différentes situations des stratégies et de renforcer les capacités de résolution de ces conflits

Objectifs

- accroître les capacités pour une meilleure compréhension des conflits et une résolution viable et durable des crise en Afrique

Activités

- visites d'échanges
- ateliers de capitalisation et d'échanges thématiques.

Résultats attendus